



LA LETTRE DU SCA

LA LETTRE D'INFORMATION DU SCA N° 20 - FÉVRIER 2015

- La nouvelle chaussure de combat HAIX SCHUHE, un must dans sa catégorie.
- Le traitement du contentieux en Afghanistan, ultime mandat PAMIR.
- Rejoignez MYSC@, le réseau social du commissariat !



**SENTINELLE, LE SOUTIEN
INTERARMÉES RELÈVE LE DÉFI**

L'année qui s'ouvre a été marquée, pour notre service, par un enjeu majeur : soutenir le renforcement du plan Vigipirate décidé par le président de la République. Toute la chaîne opérationnelle du service a été mobilisée : état-major opérationnel, centre d'expertise du soutien du combattant et des forces, établissements logistiques, groupements de soutien. Je tiens, ici, à féliciter tous les acteurs de cette opération sans précédent. 2015 verra aussi la poursuite de la transformation du service. Le modèle est actuellement en gestation et parviendra à maturité au cours du premier semestre. Il couvrira toutes les fonctions dont le service a la charge et constituera la pierre de touche du SCA 21. Conscient de l'importance de cette étape, j'y apporterai, avec mes collaborateurs, tout le soin nécessaire pour le succès de notre mission. Enfin, le 5 février dernier, l'École des fourriers de Querqueville a été transférée au SCA lors d'une cérémonie symbolique. L'arrivée de cette école de grande valeur dans le SCA contribue à matérialiser notre transformation car elle s'impose comme l'unique centre de formation du personnel non officier des armées dans le domaine de l'AGSC et des ressources humaines. Cette année sera, j'en suis certain, riche en défis : nous les relèverons avec détermination et professionnalisme.

CRGHC Jean-Marc Coffin

ACTUALITÉS

- Transfert de l'École des fourriers.

GRAND ANGLE

- Le soutien interarmées au rendez-vous de la protection du territoire national.
- 24 heures chrono au GSBdD de Lyon-Mont-Verdun.

MÉTIERS

- La nouvelle chaussure de combat HAIX SCHUHE, un produit hors du commun.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

- Opérations d'évacuation de ressortissants, le GSBdD de Nouvelle-Calédonie à l'entraînement.
- Le traitement du contentieux en Afghanistan, ultime mandat PAMIR.

TRANSFORMATION

- La transformation du soutien juridique opéré par le SCA.
- La filière « Gestion de bases de vie », la filière du quotidien.

RESSOURCES HUMAINES

- Élections du 4 décembre 2014, un temps fort du dialogue social au sein du service.

EN BREF

- Rejoignez MYSC@, le réseau social du commissariat.
- Un nouveau centre expert pour une filière juridique renouvelée.

D'HIER À DEMAIN

- L'intendance au cours de la guerre de Crimée : le défi de la projection.

TRANSFERT DE L'ÉCOLE DES FOURRIERS AU SCA

Le 5 février 2015 une école prestigieuse et renommée, qui fait la fierté de la marine, l'École des fourriers, a été transférée au SCA.

Au cours d'une cérémonie symbolique présidée par le vice-amiral d'escadre Chaplet, sous-chef Performance de la chaîne Soutien, le vice-amiral d'escadre Prazuck, directeur du personnel militaire de la marine, a confié au commissaire général Laroche de Roussane, directeur central adjoint du Service du commissariat des armées, le fanion de l'École des fourriers, symbole de la pérennité des valeurs et de la force de l'engagement de cet établissement.

Fondée en 1912 à Cherbourg, l'école forme les commis aux vivres et les fourriers destinés à embarquer sur les bâtiments de la flotte. Elle acquiert en 2002 une tout autre dimension en devenant interarmées avec le rattachement des formations similaires de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la gendarmerie. L'École des fourriers s'impose comme l'unique centre de formation du personnel non officier des armées dans les domaines de l'administration générale, des soutiens communs et des ressources humaines.

L'École des fourriers est aujourd'hui un modèle d'interarmisation réussi, l'un de ces lieux où s'équilibrent de manière parfaitement harmonieuse les cultures d'armées autour de savoir-faire métiers de plus en plus similaires.

Ce transfert n'est pas une rupture. Bien au contraire, il atteste de la volonté du ministre de la Défense de donner au SCA, dont c'est la vocation, tous les moyens de réussir la transformation de l'administration générale et du soutien commun.

UNE OFFRE DE FORMATION SOLDE À L'ÉCOLE DES FOURRIERS

L'autorité fonctionnelle renforcée sur l'ensemble de la chaîne RH-GA-Solde a été confiée au service du commissariat des armées.

Dans cette optique, et dans la mesure où la qualité de la solde est étroitement liée à la compétence des opérateurs, agents civils et militaires qui sont chargés de l'opérer, le SCA a décidé d'utiliser les infrastructures et le savoir-faire de l'École des fourriers de Querqueville afin de mettre l'accent sur le volet formation.

A cet effet, à partir du mois de mars, une offre de formation « solde » renouvelée sera proposée : des modules flash, des populations ciblées, sur des thématiques jugées critiques et selon une approche pragmatique.



Le vice-amiral Prazuck confie le fanion de l'école au commissaire général Laroche de Roussane



Vue aérienne de l'École de fourriers



LE SOUTIEN INTERARMÉES AU RENDEZ-VOUS DE LA PROTECTION DU TERRITOIRE NATIONAL

Dans le cadre de l'opération Sentinelle, les armées ont décuplé en quatre jours le nombre de soldats déployés, le portant à plus de 10 000. En coulisses, les chaînes logistique et de soutien se sont massivement mobilisées pour organiser cette manœuvre.

Avec les groupements de soutien de base de défense (GSBdD), appuyés par le Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (CESCOF), les établissements logistiques (ELOCA) de Brétigny, Mourmelon et Marseille, le Centre de production alimentaire (CPA) de Satory, le SCA a assuré simultanément le soutien aux forces déployées et le soutien courant. Quarante-six GSBdD ont été mobilisés au titre de cette mission intérieure.

L'État-major des armées a sollicité l'État-major opérationnel du SCA (EMO SCA) et ceux des armées pour fournir les ressources humaines et matérielles nécessaires (gilets pare-balles, matériels de campement, etc.)

Plus de 8 000 soldats ont été acheminés en cars militaires depuis les garnisons jusqu'aux points de regroupement avant engagement, principalement vers la région parisienne : 170 cars et 340 conducteurs ont ainsi été mobilisés. Afin de renforcer les capacités d'accueil des unités, le SCA a mis en place des moyens logistiques, développés en opérations extérieures, permettant aux militaires de vivre dans des conditions correctes et durables : lits, douches, laveries, réfrigérateurs...

Transporter, accueillir, équiper les soldats, les héberger et les nourrir sous très faible préavis : un véritable défi que les organismes du SCA ont relevé ! Les femmes et les hommes impliqués dans cette manœuvre n'en ont que plus de mérite, eux qui portent au quotidien la transformation du soutien interarmées.

24 HEURES CHRONO AU GSBdD DE LYON-MONT-VERDUN

Engagé dans le soutien actif d'unités déployées pour assurer le renfort du plan Vigipirate, le GSBdD de Lyon-Mont-Verdun s'est particulièrement mobilisé le mercredi 14 janvier pour accueillir et équiper plus de huit compagnies issues de régiments de l'armée de terre.

« Pour assurer en moins de 24 heures l'hébergement de près de deux cents personnes, il a fallu optimiser l'espace du quartier général Frère », explique le CRC2 Ros, chef du GSBdD. « Les rares chambres disponibles ont été équipées de lits supplémentaires. Nous avons reconfiguré le gymnase, évacué des salles de conférences, et nous avons même nettoyé des espaces de stockage de matériel pour les transformer en lieux d'hébergement », précise-t-il.

Des effectifs militaires et civils, issus de tous les services, ont été mobilisés pour assurer le déchargement d'effets de protection balistique (500 gilets pare-balles, plus de 400 casques), de centaines de lits et de trois remorques douches. Arrivé à 16 heures de l'ELOCA de Marseille, le matériel a été rassemblé pour constituer des lots destinés aux sites accueillant les compagnies militaires. Des renforts accompagnaient les équipes du service soutien commun pour assurer, en soirée, une perception par les compagnies déployées à Lyon. Simultanément, le personnel du service soutien vie se préparait à une forte augmentation de ses rationnaires et un groupe armé, issu de tous les services, débutait les rondes au sein du quartier pour contribuer à en garantir la sécurité.



Déchargement des remorques de douches.



Constitution des lots qui seront livrés sur les différents sites.

LA NOUVELLE CHAUSSURE DE COMBAT HAIX SCHUHE UN MUST DANS SA CATÉGORIE

La vénérable Rangers avait fait son temps ! Aujourd'hui, la modernité s'impose avec la nouvelle chaussure de combat HAIX, un produit hors du commun qui rivalise sans aucune difficulté avec les meilleures paires de chaussures proposées aujourd'hui aux professionnels de l'action.

Le Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (CESCOF) a, comme prévu, réceptionné depuis fin novembre les 30 000 premières paires de chaussures de combat Centre Europe, sur les 180 000 commandées, afin de poursuivre le plan de montée en gamme des équipements individuels des fantassins ordonné par l'armée de terre. Issue de la coopération entre les industriels, les techniciens du CESCOF et les services d'expérimentation des armées (STAT, CEAM*), cette chaussure a bénéficié également de nombreux retours d'expérience des militaires récemment projetés en OPEX ainsi que des études des modèles équipant les armées de l'OTAN. Les différents prototypes ont été testés afin de les éprouver dans les pires conditions d'emploi, tant en laboratoire spécialisé que sur le terrain. La chaussure de combat CE HAIX SCHUHE revisite totalement la Rangers !

Compatible avec le système d'arme FELIN® et les missions TAP, robuste mais légère et confortable, adaptée aux marches de longue durée sur une grande diversité de terrains d'action et sous différents facteurs climatiques, la CC CE a été classée 1^{ère} par les légionnaires du 2^{ème} REP de Calvi sur les six modèles expérimentés dans le cadre de l'appel d'offres.

Totalement pensée pour le combattant dans le cadre de ses multiples missions, la nouvelle chaussure de combat de l'armée française allie le meilleur des technologies disponibles.

* STAT : Section technique de l'armée de terre ; CEAM : Centre d'expériences aériennes de Mont-de-Marsan.



FICHE TECHNIQUE

Fabricant : HAIX SCHUHE

Tests : trois mois dans toutes les conditions d'usage, de manière intensive

Classement : en tête des six modèles expérimentés pour tous les critères : chaussant-confort, qualité du semelage, adéquation aux missions, robustesse, esthétique

Construction : soudé

Dessus : mixte nubuck brun 2.2-2.4 mm/cordura® HT

Laçage : crochets fermés, dont une paire d'autobloquants sur le cou-de-pied

Doublure : Gore –Tex® Pearl (laminé très respirant)

Poids : 1,650 Kg pointure 42

Semelle : Vibram® (PU/caoutchouc)

Hauteur intérieure/extérieure : 155/195 mm

Respirabilité de la chaussure : 3,20 g/h

Plage thermique d'utilisation : -5°/+30°C

OPÉRATIONS D'ÉVACUATION DE RESSORTISSANTS LE GSBdD DE NOUVELLE-CALÉDONIE À L'ENTRAÎNEMENT



Plageage des forces françaises au moyen d'un LCH australien en baie de Druelu sur l'île de Lifou.

Du 25 août au 5 septembre 2014, les forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) ont conduit l'exercice Croix du Sud, un entraînement « grandeur nature », aussi proche que possible de la réalité. Il s'agissait ici d'une opération humanitaire et d'évacuation de ressortissants.

Organisé tous les deux ans, interarmées et multinational, l'exercice Croix du Sud se déroulait dans la province des îles de Lifou et Tiga, à l'aéroport de La Tontouta et dans la région plus montagneuse de La Foa. Cet exercice majeur pour l'entraînement des FANC et de ses partenaires de la région regroupait 1 500 militaires, 7 bâtiments, 9 aéronefs et d'importants moyens logistiques en provenance de 9 nations.

Associée dès la fin 2013 à chaque étape du cycle préparatoire, la DICOM/GSBdD de Nouvelle-Calédonie a été totalement intégrée au dispositif logistique et militaire déployé lors des phases initiales et lors de la FTX*, dans un rôle proche de celui d'un bataillon logistique (mise en place d'une base de soutien avancée sur la BA 186).

Le 31 août à l'aube, une opération aéroportée sur l'aérodrome de Lifou et une opération amphibie sur la plage de Druelu, permettaient à la force de prendre pied sur l'île. Une dizaine de rotations d'avions CASA CN 235 français et Hercules C-130 canadiens assuraient ensuite la mise en place de la logistique, du module EVAC INFO armé par le GS et du reste du personnel. Dès midi, les troupes apportaient les premiers soutiens à la population en détresse et, au soir, le module EVAC INFO et la base logistique avancée étaient opération-

nels. Simultanément, le GSBdD et la Croix-Rouge débutaient la mise en place de la portion centrale du CENTREVAC sur l'aéroport de La Tontouta.

Tout était donc prêt pour répondre rapidement à un ordre d'évacuation de ressortissants de Lifou vers La Tontouta. Compte tenu de la dégradation de la situation humanitaire et sécuritaire, cet ordre fut donné dès le 1^{er} septembre à midi. Les 2 et 3 septembre, un peu moins de 250 ressortissants étaient évacués de Lifou vers La Tontouta.

Les moyens logistiques du soutien du combattant ont, à cette occasion, été déconditionnés, vérifiés et mis à disposition des participants. 700 lits de camp installés, 6 500 rations de combat et 27 000 bouteilles d'eau délivrées et les moyens mobiles du module 150 déployés en soutien du RIMAP NC.

Avec 130 personnels directement impliqués dans le soutien opérationnel des forces, la prise en charge de la chaîne d'évacuation des réfugiés et son intégration dans la chaîne de contrôle tactique de l'exercice, le groupement de soutien de Nouvelle-Calédonie a travaillé et conforté son dimensionnement et son savoir-faire opérationnels.

Croix du Sud est l'exercice de référence régional en termes de projection de forces et de conduite simultanée de deux types d'opérations, militaire (RESEVAC) et humanitaire. L'édition 2014 fut un succès.

* FTX : Field Training Exercise (exercice terrain).



LE TRAITEMENT DU CONTENTIEUX EN AFGHANISTAN ULTIME MANDAT PAMIR

Conseiller juridique au sein de la direction centrale du SSA*, le CR2 de Courrèges a été chargé, pour sa première opération extérieure d'octobre à fin décembre 2014, de gérer les questions relatives au contentieux, à l'état-civil et au personnel civil de recrutement local, au sein de la direction du commissariat du dernier mandat PAMIR.

Afghanistan, Kosovo, Mali-Niger, Côte d'Ivoire et bien d'autres. Autant de théâtres sur lesquels les forces françaises sont intervenues, et au cours desquelles elles ont pu causer, par inadvertance ou accident, des dommages au sein des populations locales. De l'accident de circulation au différend sur l'occupation indue d'un terrain privé, les sources de contentieux sont à la fois fréquentes et variées.

Souvent sensibles, car liés aux questions d'argent, de surcroît dans des pays au sein desquels la culture juridique est très différente de celle de la France, les sujets relatifs au traitement du contentieux présentent une acuité toute particulière, notamment en termes d'image de la Force au sein de la population.

« Dans le cadre du désengagement final de l'armée française du théâtre afghan, il n'était pas question de laisser des dossiers contentieux derrière nous », précise le commissaire de Courrèges. « Plusieurs accidents de circulation, à la fois en Afghanistan et au Tadjikistan, m'ont conduit à proposer au directeur du commissariat de l'opération PAMIR de procéder à des indemnisations, pour des sommes importantes au regard du niveau de vie local. »

S'appuyant, en cas de besoin, sur l'expertise de la direction centrale du SCA (et prochainement du Centre d'expertise du soutien juridique – CES-JUR) ainsi que de la direction des affaires juridiques, l'officier contentieux joue un rôle clé. Il reçoit les plaignants, accompagné d'un prévôt pour des raisons de sécurité et de détermination des faits, et

évalue un montant d'indemnisation à proposer. Le CR2 de Courrèges tient à souligner que « juger en opportunité du montant financier d'un préjudice subi n'est pas chose facile, mais l'objectif est bien de parvenir à un accord avec la victime, pour dégager l'État français de toute responsabilité ultérieure. »

Dans la limite des délégations financières consenties au théâtre, l'officier contentieux doit alors accompagner le directeur du commissariat de l'opération dans des négociations parfois houleuses, pour trouver un compromis. « On se croit parfois au marché afghan, en train de négocier le prix d'un tapis », relève le CR2 de Courrèges, fier d'avoir permis, suite à un accident de circulation, l'indemnisation « à juste mesure » d'un civil afghan, peu rancunier puisque prêt à louer des véhicules à la Force « à bon prix »...

* Service de santé des armées.



L'officier contentieux, acteur essentiel du règlement des dommages au contact des populations civiles locales.



LA TRANSFORMATION DU SOUTIEN JURIDIQUE OPÉRÉ PAR LE SCA

L'année 2015 marque une évolution majeure dans les modalités d'exercice du soutien juridique opéré par le SCA : fermeture des cellules de conseil juridique des GSBdD, reprise des missions par les services locaux du contentieux (Bordeaux, Metz, Rennes et Toulon) et création du Centre d'expertise du soutien juridique (CESJUR) à Villacoublay.

Une évolution qui s'inscrit dans le respect des principes suivants : priorité à la qualité et à la réactivité du conseil juridique au commandement, orientation juridique de la personne pour les questions privées assurée dans le respect des directives de la Direction des affaires juridiques, maintien de la qualité du service pour le traitement des dossiers contentieux.



Pourquoi fermer les cellules de conseil juridique ? Comment cela va-t-il se passer ?

La création des cellules de conseil juridique (CCJ), intervenue en 2009 dans le cadre de la réforme du soutien interarmées, a été reconnue comme positive. Pour autant, en ne permettant pas une réelle synergie, ce modèle avait atteint ses limites. Les CCJ vont progressivement fermer à compter de l'été 2015, au fur et à mesure des mutations du personnel qui les arme.



Je suis engagé dans une procédure de divorce. Puis-je demander conseil au service local du contentieux ?

Conformément aux directives de la DAJ, et pour éviter une mise en cause de la responsabilité de l'administration, le conseil juridique d'ordre privé, le « conseil à la personne », ne peut être exercé par du personnel relevant du ministère. Aussi les SLC assureront-ils désormais uniquement une orientation vers les structures publiques ou privées en mesure d'assurer ce conseil à proximité du domicile du demandeur.



Je commande un escadron dans un GTIA au Mali. Un chauffeur de véhicule blindé renverse un enfant en traversant un village. Qui s'occupe désormais du contentieux ?

Dans la limite d'un plafond fixé règlementairement, c'est la Direction du commissariat de l'opération (DIRCOM), relevant également du SCA, et disposant d'un officier contentieux, qui est en mesure de traiter ces questions. La DIRCOM s'appuie sur le Centre d'expertise du soutien juridique de Villacoublay et la DAJ en fonction des questions posées.



Je commande une base aérienne et j'ai besoin d'une réponse en urgence à une question juridique. En absence de cellule de conseil juridique, qui me garantit que j'aurai la réponse à ma question dans les délais ?

Le maintien de la réactivité et de la qualité du conseil juridique apporté au commandement, malgré la disparition de l'échelon de proximité, est un des enjeux majeurs de la réforme. Des travaux sont engagés avec les états-majors pour assurer les armées d'une « offre de service » juridique adaptée et répondant aux attentes et à leurs exigences.

TÉMOIGNAGE DE LAURENT MOUNIER, directeur du service local du contentieux de Rennes

« Le conseil juridique au commandement représente un enjeu majeur de la transformation du soutien juridique. Afin d'anticiper au mieux les risques juridiques liés à l'activité des armées, le SLC se devra d'apporter un conseil juridique de qualité, réactif et adapté aux réalités du terrain. Dans le cadre de cette transformation, il importe avant tout que le SLC soit très rapidement reconnu comme un interlocuteur crédible et légitime. Un effort de communication devra donc être mené par la DCSCA, mais aussi, au plan local, par le SLC.

J'insisterai également sur le fait que le SLC a vocation à être au contact du terrain. Son personnel aura pour mission de créer du lien et des relations de confiance avec les différents organismes, par des déplacements fréquents, des séances d'information... Il s'agira de faire prendre conscience de l'intérêt que peut présenter le recours au SLC afin de sécuriser juridiquement certaines opérations.

Enfin, bien sûr, la réussite de cette transformation passera nécessairement par un conseil juridique de qualité. À ce titre, le regroupement des officiers juristes et des civils au sein d'une même structure peut permettre, à mon sens, d'harmoniser les réponses, de travailler en commun et de renforcer, au final, les compétences de chacun. »

LA FILIÈRE « GESTION DE BASES VIE » LA FILIÈRE DU QUOTIDIEN

600 000 distributions de carburant chaque année, plus de 15 000 véhicules à gérer, 200 000 extincteurs à maintenir : quelques exemples de prestations indispensables pour assurer le soutien courant des unités.

Le SCA a spécialisé une de ses filières, la filière « Gestion de bases vie » (GBV), pour assurer la logistique de tous les jours.

« Base vie », un terme emprunté aux grands sites pétroliers ou miniers, opérant en environnement hostile. Paradoxal pour une filière assurant des prestations aussi courantes que la blanchisserie, l'entretien des espaces verts ou la gestion des déchets ? Non, car si la GBV est la filière du quotidien, elle est également un élément indispensable de la capacité des armées en temps de crise : transports en commun, ravitaillement en carburants terrestres, etc. La mobilisation des GSBdD lors des opérations Harmattan, Serval ou, plus récemment, dans le cadre du renforcement du plan Vigipirate le démontre.

Responsable de la GBV depuis septembre 2014, le SCA développe ses compétences, en particulier dans le cadre de groupes d'expertise pilotés par le Centre expert de soutien général des armées (CESGA). Ces groupes associent les acteurs de terrain et des professionnels reconnus pour écrire des guides méthodologiques adaptés à chacune des fonctions de la GBV. Le premier guide publié concerne la maintenance des extincteurs et fixe les modes opératoires pour assurer la fourniture et la maintenance de matériels de lutte contre l'incendie des organismes embasés, stationnés en métropole, outre-mer et à l'étranger.

Ces travaux de modernisation et de professionnalisation de la filière GBV s'inscrivent dans le cadre des grands objectifs fixés au monde du soutien, tels que la simplification, le renforcement de la proximité avec le soutenu, la concentration des ressources au profit des forces et des opérations.

Des travaux théoriques sont complétés par des laboratoires, permettant de mettre en œuvre, d'abord sur une petite échelle, de nouvelles méthodes. On peut citer le projet « e-voiture » déployé à Bordeaux-Mérignac et Potiers-Saint-Maixent, qui permet d'automatiser la réservation, la prise et le retour d'un véhicule du pool auto pour les missions de courte durée. Le projet « e-voiture » fournit un bon exemple de ce qui fera la marque du soutien : plus proche et plus simple pour le soutenu, plus efficace et disponible 24/7.



LA PAROLE AU LCL SALGARELLA, OFFICIER CONDUITE DE FILIÈRE GBV

« Vous soutenir est notre fierté »

Voilà la maxime qui rythme nos vies au cœur du soutien des forces.

La GBV consiste en la gestion de l'ensemble des prestations proposées aux unités et aux usagers dans le cadre des 18 domaines d'expertise de la filière. Nous nous devons d'être polyvalents et innovants afin d'offrir des prestations adaptées aux besoins des ADS, de garantir une relation client efficace tout en nous assurant de l'efficacité d'un système marqué par le besoin d'une programmation physico-financière de qualité.

La filière GBV est en plein essor. Les multiples sollicitations des forces et les solutions apportées par les GSBdD appuyées par l'expertise du CESGA créent un cercle vertueux où chaque problématique renforce notre savoir-faire.

Les prestations de la filière GBV :

- Transport
- Reprographie
- Courrier
- Mobilier
- Gardiennage et sécurité incendie
- Entretien des espaces verts
- Blanchisserie
- Gestion des déchets
- Soutien pétrolier et énergies
- ...

ÉLECTIONS DU 4 DÉCEMBRE 2014 UN TEMPS FORT DU DIALOGUE SOCIAL

Le 4 décembre 2014, l'ensemble des agents civils du SCA a élu ses dix représentants du personnel civil au Comité technique de réseau (CTR) du SCA.

Avec 11 391 agents inscrits et 8971 électeurs votants, le CTR du SCA est le premier comité technique de réseau du ministère de la Défense au nombre de ses électeurs.

Cette élection d'une ampleur inédite a été une véritable opération logistique : 90 sections de vote réparties en métropole, outre-mer et étranger, plus de 82 000 bulletins imprimés, 5 listes de candidats, une fiabilisation continue du corps électoral, 450 acteurs impliqués, un plan de communication dédié...

La mobilisation des agents civils et militaires du SCA, amorcée dès janvier 2014, leur investissement et leur professionnalisme sur l'ensemble des opérations électorales conjugués à la volonté des agents civils du service de se doter d'élus représentatifs ont permis d'obtenir un excellent taux de participation de 78,76 %, dépassant celui du CTR du SCA et du CPCS de 2011.

Le CTR du SCA, avec ses 10 nouveaux membres élus, se réunira à la fin du premier trimestre 2015. Il verra ses compétences élargies aux questions de fonctionnement et d'organisation des services (article 43 de la loi de programmation militaire).

LES MEMBRES ÉLUS		
Titulaires	Suppléants	Liste
Serge Guitard	Patrick Giret	FO
Lionel Gigli	Stéphane Audigier-Gaillot	FO
Thierry Picard	Annie Fougère	FO
Valéry Michel	Jean-Marc Vannier	FO
Didier Moor	Bruno Boucher	CFDT/CFTC
Jérôme Supersac	Fabienne Gallée	CFDT/CFTC
Jacques Berne	Dominique Balagny	CFDT/CFTC
Marc Bichouard	Julie Retieff	CGT
Patrick Cabrera	Gérard Bruel	CGT
Franck Frissong	Dominique Maitre	UNSA

L'ensemble des résultats par section de vote est disponible sur le site intradef du SCA, onglet Élections.



GSBdD Orange



GSBdD Bordeaux-Mérignac



GSBdD La Valbonne



GSBdD Creil

REJOIGNEZ MySC@ LE RÉSEAU SOCIAL DU COMMISSARIAT !

Le SCA, ce sont 25 000 personnes, hommes, femmes, militaires et civils, tous les grades et des dizaines de métiers. Quelle richesse, quel réseau d'entraide potentiel ! Mais pour s'aider, il faut se trouver. Pour cela, les fondateurs de l'ANSCA vous proposent de rejoindre MySC@, une communauté virtuelle privée google+, en passe de devenir le premier réseau social du SCA.

- **Original** : on y parle travail (« C'est quoi le lean ? »), mais également lectures, voyages, ou foot (trop de supporters du PSG d'ailleurs...)
- **Pratique** : « À qui s'adresser pour faire rectifier mon décompte de retraite ? », « Qui connaît l'officier responsable de la filière formation ? », « En mission à La Rochelle, une bonne adresse à m'indiquer ? »
- **Cool** : MySc@, c'est comme on veut (on peut être actif, « liker » ou simplement lire et s'informer), où on veut (sur l'ordinateur, le smartphone ou la tablette), quand on veut (les noctambules postent la nuit, les pressés dans les transports, les méthodiques après le déjeuner...)
- **Interactif** : le tchat du mois vous propose de dialoguer en direct avec une personnalité. Dites-nous qui, on se fait fort de la convaincre...
- **Virtuel, mais bien réel** : envie de monter une équipe pour un marathon ? Avec MySc@, associez des coureurs éloignés, postez votre programme commun d'entraînement, retrouvez-vous tous le jour de l'épreuve.

Rejoignez MySc@, plus nous serons nombreux, plus les échanges seront riches.
Soyez MySc@ ! Adressez votre demande d'inscription à : Anne1.Picard@intradef.gouv.fr



UN NOUVEAU CENTRE EXPERT POUR UNE FILIÈRE JURIDIQUE RÉNOVÉE

Nouvel organisme extérieur du SCA, le CESJUR*, sera pleinement opérationnel à partir du 1^{er} septembre 2015.

Le CESJUR conduit la réforme de la filière du soutien juridique opéré par le SCA en poursuivant trois objectifs :

- s'assurer de la délivrance d'un conseil juridique au commandement, réactif et de qualité,
- accompagner le personnel au travers d'une orientation juridique adaptée pour les questions posées à titre privé,
- maintenir la qualité du traitement des dossiers liés au contentieux.

Il délivre, dans ce cadre, une expertise juridique au profit des services locaux du contentieux (SLC), pour les questions liées au conseil au commandement qui n'auraient pu être traitées à leur niveau, conduit des études et s'assure du pilotage de la performance de la filière, ainsi que du traitement des questions organiques.

À ces compétences s'ajoute, pour la région parisienne, la représentation de l'État devant les juridictions de l'ordre administratif et les juridictions des pensions.

Concernant les OPEX, le CESJUR contribuera au soutien juridique des forces en opérations, au travers du conseil juridique assuré au profit des DIRCOM, mais aussi de la contribution à la gestion du vivier des LEGAD, et à la préparation juridique à la projection, et le règlement des dommages subis par les militaires déployés en opération.

Carte d'identité

Nom : *Centre d'expertise du Soutien Juridique
Implantation : BA107 de Villacoublay
Directeur : CRC2 Yvan BONAZZI
Composition : en cible, 30 juristes civils et militaires
Origine : transformation du service local du contentieux (SLC) Villacoublay

L'INTENDANCE AU COURS DE LA GUERRE DE CRIMÉE : LE DÉFI DE LA PROJECTION

Le 30 novembre 1853, l'escadre de l'amiral Nakhimov détruit la flotte turque dans le port de Sinope, sur la mer Noire, qui devient alors un lac russe. L'expansionnisme tsariste au détriment des possessions ottomanes met ainsi en péril l'équilibre européen. La France de Napoléon III prend alors l'initiative d'une intervention à laquelle se rallie l'Angleterre. Commencent deux années d'expéditions et d'opérations très dures qui voient l'application de conceptions militaires nouvelles, qu'il s'agisse de la projection de dizaines de milliers d'hommes à 4000 kilomètres de distance et de leur soutien ou de la mise au point du navire cuirassé, du télégraphe ou de l'obus explosif.

Lourde d'immenses problèmes logistiques, cette guerre qui n'était pas prévue a nécessité une mobilisation de moyens sans commune mesure avec celle qui avait eu lieu lors de la conquête de l'Algérie en 1830. 300 000 hommes, 40 000 chevaux, 1 600 pièces d'artillerie, sans compter une masse de matériels et d'armements gigantesque : 13 000 tonnes de biscuits, 22 000 tonnes de farine, 12 millions de litres de vin, 350 000 tentes abris avec 567 000 piquets, 370 000 couvertures, 330 000 paires de chaussures et autant de bidons, 30 000 pelles et pioches, ainsi qu'un nombre infini d'autres matériels, fournitures et denrées. Pour acheminer le tout par voie maritime depuis la France, l'Intendance affrète 66 vapeurs et 1 200 voiliers, sans compter les navires nolisés en Turquie par l'Intendance de Crimée et la mission de l'Intendance à Constantinople pour assurer en permanence le ravitaillement de l'armée débarquée.

Pour l'Intendance, le début de la campagne commence bien : le débarquement, dans la baie d'Eupatoria en septembre 1854, est un succès logistique. Les tentes portatives et les jours de vivres dont disposent les soldats leur permettent en outre de s'installer immédiatement dans un pays rude et dépourvu de tout. Soldés régulièrement, ils peuvent en outre commercer avec le peu de fournisseurs locaux présents. Rapidement, cependant, la longueur d'une guerre de siège et la rigueur du climat rendent la vie difficile et l'Intendance, soumise à rude épreuve, ne peut éviter des lacunes : si elle a remplacé une partie des tentes par des baraques de planches équipées de poêles et distribué aux hommes des effets de protection contre le froid, l'approvisionnement en vivres frais fait défaut et il faut souvent se contenter de conserves. De même, les effets de rechange manquent, ainsi que le bois nécessaire à la vie des bivouacs.

Le 12 septembre 1855, cependant, Sébastopol tombe et, le 30 mars 1856, le traité de Paris, qui met fin à la guerre, est signé. Commence alors l'évacuation des 230 000 Français et Britanniques encore présents dans la presqu'île.

Premier conflit moderne, la campagne se caractérise, au plan logistique, par le maintien de flux permanents par voie maritime pour soutenir une force de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, sur un terrain ingrat n'offrant aucune autre possibilité de ravitaillement. En cela, cette campagne est un précurseur des difficultés auxquelles sont confrontés quotidiennement nos logisticiens dans de nombreuses opérations

source : La Guerre de Crimée - Alain Gouttman



Arrivée de la flotte française sur les côtes de Crimée